

## Emmanuel Macron s'adresse aux Européens

**À moins de trois mois des élections, le président français diffuse une tribune dans les 28 pays de l'Union**

Si ce n'est pas une entrée en campagne, ça y ressemble comme deux gouttes d'eau. Dans une tribune diffusée lundi soir adressée aux citoyens des 28 pays membres de l'UE, Emmanuel Macron décline une batterie de propositions pour l'Europe, de la remise à plat de Schengen à la création d'une banque pour le climat.

L'Élysée a eu beau dire, lundi, qu'il ne s'agissait pas d'une entrée en campagne mais d'une «impulsion» ou d'une façon de «planter le décor» avant le scrutin européen du 26 mai, personne n'est dupe. En publiant largement un texte aux allures de programme, Macron, dont le parti La République en marche! est au coude-à-coude avec le Rassemblement national de Marine Le Pen dans les intentions de vote, entre de plain-pied dans la bataille électorale européenne.

La tribune, intitulée «Pour une renaissance européenne», est articulée autour de trois thèmes qui font d'ailleurs écho à sa propre campagne présidentielle (liberté, protection et progrès).

### Urgence

Dans un contexte troublé par le Brexit et le «repli nationaliste», «il y a urgence», car «jamais l'Europe n'a été autant en danger», plaide le président français dans cette tribune diffusée auprès de prestigieux quotidiens européens comme «The Guardian» (Royaume-Uni), «Die Welt» (Allemagne), «El País» (Espagne) ou encore le «Corriere della Sera» (Italie).

Pointant le risque du «statu quo», Macron déroule un ensemble de propositions, parmi lesquelles la mise en place d'une «Conférence pour l'Europe» d'ici à la fin de l'année, réunissant citoyens, universitaires ou encore partenaires sociaux et qui doit définir une nouvelle feuille de route pour l'Union, «sans tabou, pas même la révision des traités».

Au registre de la défense des libertés, et sans nommer la Russie, Macron s'inquiète des ingérences extérieures dans les démocraties européennes et à ce titre veut «interdire le financement des partis politiques européens par des puissances étrangères». Il envisage également la création d'une «Agence européenne de protection des démocraties contre les cyberattaques et les manipulations».

Emmanuel Macron relance aussi l'idée d'un office européen de l'asile et d'une police des frontières commune, plaidant plus généralement pour la «remise à plat de l'Espace Schengen». L'immigration devrait être, de loin, le thème principal de la prochaine élection

selon l'Eurobaromètre du Parlement européen.

### Salaire minimum européen

Le président français évoque de nouveau la mise en place d'un «salaire minimum européen». «L'Europe [...] doit instaurer [...] un bouclier social garantissant la même rémunération sur le même lieu de travail», insiste-t-il.

Après le veto mis par Bruxelles au projet de fusion Siemens-Alstom, jugé non conforme aux règles de la concurrence, Macron souhaite désormais «assumer [...] une préférence européenne, comme le font nos concurrents américains ou chinois». «Nous devons réformer notre politique de concurrence, refonder notre politique commerciale», martèle-t-il encore.

«Dans cette Europe, les peuples auront vraiment repris le contrôle de leur destin; dans cette Europe, le Royaume-Uni, j'en suis sûr, trouvera toute sa place»

**Emmanuel Macron** Président de la République française

Le chef de l'État mentionne également la nécessaire régulation des géants du numérique, alors qu'une taxe sur le chiffre d'affaires des GAFAs est dans les tuyaux en France. Enfin, il lance l'idée d'une «banque européenne du climat», afin de financer la transition écologique du continent. Un sujet majeur qui résonne en France avec la crise des «gilets jaunes», déclenchée par la hausse des taxes sur les carburants. En matière écologique, le chef de l'État fixe deux ambitions: «0 carbone en 2050, division par deux des pesticides en 2025».

### Main tendue à Londres

Tout au long de sa tribune, le président français prend aussi soin de ne pas fermer la porte au Royaume-Uni, englué dans un Brexit qualifié «d'impasse», mais restant un partenaire majeur, notamment pour les questions de défense. «Dans cette Europe, les peuples auront vraiment repris le contrôle de leur destin; dans cette Europe, le Royaume-Uni, j'en suis sûr, trouvera toute sa place», écrit Macron.

À l'inverse, le président ne s'étend pas sur le clivage entre progressistes et nationalistes qui a structuré jusqu'ici ses expressions sur l'Europe. «Le message, c'est aussi «regardons ce qui nous rassemble». C'est un message d'unité», fait-on valoir à l'Élysée. **B.Br./AFP**

### «Ambassade» fermée

**Proche-Orient** Le consulat général des États-Unis à Jérusalem, qui faisait office d'ambassade de fait auprès des Palestiniens depuis les Accords d'Oslo, a, comme prévu, cessé d'exister lundi pour être absorbé par l'ambassade des États-Unis en Israël, transférée en 2018 de Tel-Aviv à Jérusalem contre la réprobation internationale. **ATS**

### Poutine et l'INF

**Russie** Vladimir Poutine a officiellement suspendu lundi la participation de la Russie au traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF, 500 à 5000 km), dénoncé début février par Washington. Cet accord avait été signé avec les États-Unis pendant la guerre froide. **ATS**

### Vatican

#### Les archives sur Pie XII accessibles

Le pape François a annoncé lundi que les archives secrètes du Vatican sur le pontificat de Pie XII (1939-1958) seraient ouvertes en mars 2020, ce qui pourrait permettre de faire la lumière sur son action pendant la Seconde Guerre mondiale. «L'Église n'a pas peur de l'histoire», a affirmé François, en rappelant que Pie XII s'était retrouvé à la tête de l'Église «en un moment parmi les plus tristes et sombres du XX<sup>e</sup> siècle». Pour beaucoup d'historiens, Pie XII aurait dû condamner bien plus fermement le massacre des juifs mais ne l'a pas fait pour ne pas mettre en péril les catholiques dans l'Europe occupée. **ATS**

## Conseil national



Le sénateur Damian Müller (PLR/LU) débat de sa motion controversée avec Huda Bakhet et Veronica Almedom, qui représente IFE, une ONG qui défend les Érythréens. Au centre, Shewit Tekie, une demandeuse d'asile déboutée. JEAN-PAUL GUINARD

# «Les élus ignorent ce qui se passe en Érythrée»

## Une délégation érythréenne s'est rendue à Berne pour confronter les parlementaires aux effets de leur politique d'asile

Florent Quiquerez Berne

«Rentrer en Érythrée, ça me fait peur.» Shewit Tekie est une jeune femme de 20 ans. Dans les couloirs du Palais fédéral, elle est stressée au moment de raconter son histoire. «J'ai fui mon pays pour échapper au service militaire obligatoire. Cela fait bientôt quatre ans que je suis en Suisse. J'ai appris la langue et j'aurais pu commencer un apprentissage l'année prochaine.» Si le conditionnel est de mise, c'est que sa demande d'asile a été refusée. «J'aime mon pays, mais là-bas je risque la prison et d'être enrôlée dans le service militaire.»

Aux côtés de la jeune femme, deux représentantes d'IFE, une ONG qui défend les Érythréens. «Si nous sommes ici, c'est pour sensibiliser les élus aux conséquences humaines de leur vote, explique l'une d'elles, Huda Bakhet. Leur montrer concrète-

ment qui sont les gens qu'ils sont prêts à renvoyer.»

Ce lundi, le Conseil national débattait en effet d'une proposition du sénateur Damian Müller (PLR/LU). Sa motion demande de mieux exploiter la marge de manœuvre existant sur le plan juridique afin de lever autant d'admissions provisoires que possible. L'idée est d'en finir avec l'exception érythréenne.

Cette motion, le Conseil national l'a acceptée, tout comme le Conseil des États l'avait déjà fait l'an passé. Trois éléments ont changé la donne avec l'Érythrée. Tout d'abord, il y a eu l'accord de paix signé l'été dernier avec l'Éthiopie après un conflit larvé de plus de vingt ans. Il y a eu ensuite plusieurs jugements du Tribunal administratif fédéral qui a durci les conditions d'octroi du statut de réfugié. En clair, le service militaire obligatoire n'est plus synonyme de droit à l'asile en Suisse pour les Érythréens. Enfin, sur le plan des relations bilatérales entre la Suisse et l'Érythrée, les choses ont évolué. La Direction du développement et de la coopération (DDC) a repris des projets dans le pays. Et le Conseil fédéral tente d'y renforcer sa présence diplomatique.

Un non-sens pour Veronica Almedom, fondatrice et codirectrice d'IFE. «Le service militaire n'a

rien à voir avec celui que nous connaissons en Suisse. Les droits et libertés de ceux qui le font sont effacés. Plusieurs délits y sont commis. Pour les femmes, ça signifie des abus sexuels», ajoute celle qui est aussi membre de la Commission fédérale pour les migrations.

«Les élus ignorent ce qui se passe vraiment en Érythrée», ajoute Huda Bakhet. Et de rappeler qu'il s'agit d'un pays sans État de droit, que la dureté du régime persiste malgré l'accord de paix avec l'Éthiopie, que de nombreuses atteintes aux droits de l'homme et des cas d'esclavage sont régulièrement dénoncés par les ONG. «La Suisse est d'ailleurs aujourd'hui le seul pays d'Europe à émettre des décisions de renvoi en Érythrée», ajoute Veronica Almedom.

### «Il faut respecter la loi»

La politique proposée dans cette motion ne fera qu'empirer les choses, craignent les deux femmes, dans la mesure où la Confédération ne pourra pas signer d'accord de réadmission avec le régime. La fin des admissions provisoires va pousser de plus en plus d'Érythréens dans l'aide d'urgence. Ce sont les Cantons qui se verront porter la charge financière et administrative de cette population qui est pourtant soit

déjà participative à l'économie, soit en voie de le devenir. Ce qui les gêne aussi, c'est qu'on accuse les Érythréens de ne pas vouloir s'intégrer. «Or beaucoup d'entre eux le sont», reconnaît le conseiller national Guillaume Barazzone (PDC/GE), l'élu qui a facilité cette venue, afin que ses collègues puissent dépasser certains stéréotypes et entendre une autre voix sur la réalité de ces ressortissants.

Auteur de la motion controversée, Damian Müller ne s'est pas défilé au moment de rencontrer la délégation. Face au sénateur, la jeune Shewit Tekie ne dit pas grand-chose et laisse les deux membres d'IFE défendre sa cause. Le dialogue est courtois, mais au final chacun campe sur ses positions.

«Évidemment que ce genre de témoignage m'attriste, nous explique Damian Müller. Cette jeune femme a parcouru un chemin très compliqué pour aspirer à une vie meilleure et, aujourd'hui, elle doit partir. Ma proposition n'est pas dirigée contre elle. Mais en Suisse, il y a une loi, et il faut la respecter. Sinon, le peuple ne nous fait plus confiance.»

Du côté de la délégation, qu'at-elle retiré de l'échange? «C'est un premier contact intéressant, mais nous devons continuer notre travail d'information», répond Veronica Almedom.

## Berne invite profs et élèves à ouvrir les fenêtres

### Une étude fédérale révèle que la qualité de l'air est insuffisante dans deux tiers des classes en Suisse

Les concentrations de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) sont trop élevées sur une trop longue durée dans deux classes sur trois. Ce sont les conclusions d'une étude menée entre 2013 et 2015 par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans une centaine de classes des cantons de Berne, Vaud et des Grisons.

La qualité de l'air s'est avérée très bonne dans seulement deux classes où la teneur en CO<sub>2</sub> est

restée en tout temps inférieure à 1400 ppm (parties par million), le taux idéal étant de 1000 ppm.

Elle s'est révélée «suffisante» dans un tiers des locaux, où des valeurs inacceptables (donc supérieures à 2000 ppm) n'ont été mesurées que sur une durée inférieure à 10% du temps d'enseignement. En revanche, cette durée a été supérieure à 10% dans deux salles de classe sur trois (67%).

Dans 30% des salles, la qualité de l'air était inacceptable durant 30% ou plus du temps total d'enseignement. Elle a atteint 50% voire plus dans 10% des classes testées. Sur l'ensemble des salles,

seules six étaient ventilées mécaniquement. Dans trois d'entre elles, la teneur en CO<sub>2</sub> est restée inférieure à 1000 ppm.

### Simulateur en ligne

L'air vicié provient surtout du manque d'aération, mais il peut aussi être dû à des locaux trop petits pour le nombre d'élèves qui y travaillent. Pour atteindre une qualité satisfaisante dans toutes les écoles du pays, l'OFSP a développé un simulateur d'aération en ligne (SIMARIA) qui permet d'évaluer la qualité de l'air tout au long de la journée, selon la taille de la classe et le nombre d'élèves.

L'OFSP lance parallèlement une campagne intitulée «Air frais, idées claires». Il met à disposition du matériel d'information destiné aux élèves, aux enseignants et aux maîtres d'ouvrage.

Et il recommande surtout une aération régulière et efficace pour améliorer rapidement la qualité de l'air ambiant. La règle: ouvrir complètement les fenêtres durant chaque pause, avant les premières leçons du matin et avant la reprise l'après-midi. Cette mesure simple permet d'améliorer au final les conditions d'apprentissage des élèves. **ATS**

[www.aerer-les-ecoles.ch/fr](http://www.aerer-les-ecoles.ch/fr)